



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD



Expertise France en **Indopacifique**



© Enzo Reza Jimisa

55

États et
territoires couverts

51

projets
régionaux

141,5 M€

de volume d'activité
en 2023

Concilier développement économique avec performance environnementale, gouvernance, sécurité et digitalisation des activités.

Espace stratégique devenu centre de gravité économique et politique mondial, l'Indopacifique concentre à la fois des opportunités de développement et de nombreux foyers de risques, tout particulièrement en ce qui concerne les effets du changement climatique. Les passages commerciaux les plus empruntés sont réunis dans cette région tandis que les conflits territoriaux menacent la liberté de navigation ; des réserves naturelles parmi les plus riches au monde se trouvent en Indopacifique quand près de la moitié des gaz à effet de serre proviennent de cette région.

Des savoir-faire en commun

Indopacifique : deux océans interconnectés au cœur des enjeux mondiaux

Une région aux fortes dynamiques économiques et démographiques, qui représente 40% du PIB mondial, plus de la moitié de la population globale et constitue une route de transit pour 80% du commerce international. Ces dynamiques tendent cependant à exercer des pressions supplémentaires sur les territoires et aggraver les effets du dérèglement climatique, qui viennent accentuer la vulnérabilité des pays de l'Indopacifique, alors que la région abrite des écosystèmes terrestres et marins exceptionnels, tels que le troisième bassin forestier tropical et la plus grande barrière de corail au monde.

La France est la seule puissance européenne nation de l'Indopacifique par ses cinq territoires ultramarins : Mayotte et La Réunion dans l'océan Indien ; la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-futuna dans l'océan Pacifique. Ces départements et collectivités réunissent 1,6 millions de citoyens Français. L'intégration régionale de ces territoires est une priorité de la stratégie française en Indopacifique, notamment au travers du soutien aux organisations régionales. Expertise France appuie ses partenaires de la zone pour un développement plus respectueux de l'environnement, tourné vers l'innovation au profit d'une prospérité durable et basé sur une forte coopération régionale.



© Faillheroy Francisco

- **Les océans Indien et Pacifique cristallisent** des tensions interétatiques qui éclatent régulièrement pour le contrôle des ressources marines (ressources halieutiques, énergétiques...) dans cette région qui héberge de véritables autoroutes de l'énergie et des marchandises et où leur sécurisation est ainsi un enjeu majeur pour les échanges commerciaux mondiaux.
- **La résilience au changement climatique des écosystèmes, communautés et économies est au cœur des défis impactant la région** : la biodiversité terrestre et marine, particulièrement riche dans la région, est menacée par une pollution grandissante, (entre 5 et 13 millions de déchets marins déversés chaque année), l'augmentation de la température des océans, ou encore la déforestation. Ces tensions appellent une redirection des économies vers des pratiques plus durables et des mesures fortes en s'inspirant notamment de solutions fondées sur la nature en Océanie, où développement économique et respect de l'environnement vont de pairs.

• **Des territoires dynamiques, portés par une jeunesse proactive et des technologies de pointe** : avec 75% de moins de 35 ans au sein de l'espace ASEAN, cette jeunesse œuvre à la modernisation des économies, notamment en positionnant la région comme leader dans le domaine du digital.



© EM Productions

Notre objectif

Contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable en étant vecteur de liens dans un vaste espace devant faire face à des défis communs. Expertise France met en œuvre des projets dans les secteurs clés que sont la transition bas carbone, la préservation de la biodiversité, la transition numérique, la gouvernance, la sécurité maritime, le soutien à la structuration de filières économiques locales, ou encore la sécurité humaine et encourage le développement de dialogues régionaux et internationaux sur ces thématiques.

Déclinaison de la stratégie française pour l'Indopacifique, l'action d'Expertise France s'inscrit dans la stratégie régionale du Groupe AFD, centrée sur la résilience au changement climatique et particulièrement sur la réduction des risques de catastrophes.

Expertise France participe également à la mise en œuvre de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, visant à implanter des infrastructures de qualité, améliorer la connectivité et accompagner une transition énergétique juste.

Notre impact en 2023

336

structures soutenues dans la fourniture de services de santé

1 920

bénéficiaires finaux d'actions pour assurer la sécurité maritime

793

personnels de structures formés sur la mobilisation de ressources intérieures

6,9

millions d'hectares bénéficiant d'un renforcement des pratiques de gestion de la biodiversité marine

85

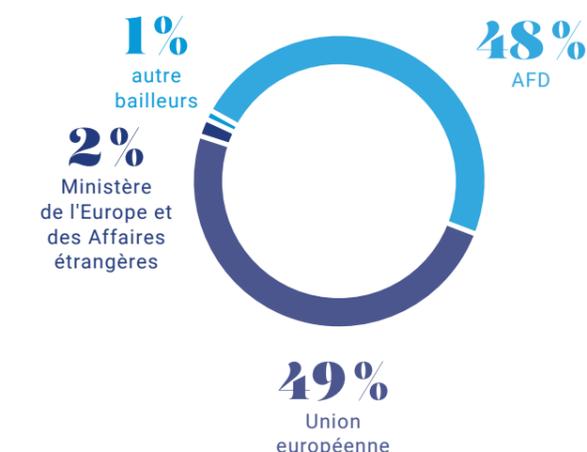
Experts techniques internationaux (ETI)

211

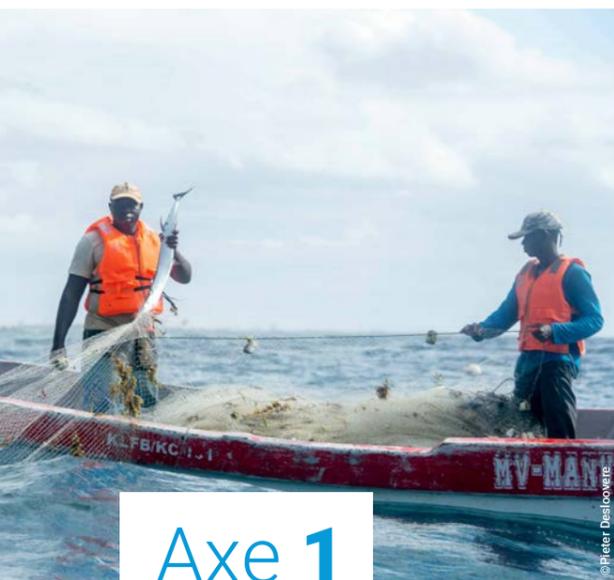
dont 118 français

collaborateurs dans la zone

Répartition par bailleurs



Les axes d'intervention d'Expertise France



Axe 1

RENFORCER LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ MARITIME ET PORTUAIRE

- Promouvoir le développement d'un transport maritime sûr en renforçant les capacités des agences maritimes nationales dans la gestion des incidents dans les ports liés au transport de marchandises dangereuses;
- Améliorer l'échange d'informations et de connaissances au niveau régional et interrégional, notamment au travers d'opérations conjointes, de la construction d'un réseau régional d'expertise et en utilisant la plateforme de partage d'informations neutre et sécurisée IORIS;
- Promouvoir l'Union européenne et ses États membres comme acteurs stratégiques de la sécurité et de la défense en Indopacifique et favoriser la coopération régionale;
- Appuyer les autorités locales dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée, non réglementée (INN).

Axe 2

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET ATTÉNUER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Appuyer les États et les organisations régionales dans l'adoption d'actions de prévention face aux risques de catastrophes et accompagner la mise en œuvre d'activités de préparation aux risques, notamment la mise en place de systèmes d'alerte précoce multi-aléas et la formation des primo-intervenants;
- Sensibiliser l'ensemble de la société civile, du secteur privé comme public, et de la population aux risques de catastrophes et aux effets du changement climatique;
- Améliorer les capacités dans le domaine de la biosécurité et de la sûreté biologique, par la révision du cadre législatif ou la conduite d'études nationales d'évaluation des risques;
- Renforcer les capacités locales en matière de surveillance de la qualité de l'air.



Axe 3

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ET SOUTENIR LA GESTION DURABLE DES OCÉANS

- Assister les pays partenaires dans l'atteinte de leurs objectifs en termes de gestion durable des écosystèmes en intégrant les enjeux de transition écologique dans l'ensemble des secteurs économiques;
- Renforcer les politiques publiques dans le domaine des déchets marins en animant un dialogue politique et en structurant un renforcement des capacités à l'échelle nationale et régionale;
- Promouvoir l'économie verte et l'économie bleue comme sources de croissance économique durable, inclusive, créatrice d'emplois et génératrice de capital humain;
- Soutenir des pratiques agricoles tant respectueuses de la biodiversité que résilientes aux changements climatiques afin de garantir des systèmes alimentaires durables;
- Soutenir la transition énergétique et augmenter la résilience des territoires au changement climatique en renforçant les politiques publiques et en promouvant les bonnes pratiques.

Axe 4

DÉVELOPPER UNE FINANCE DURABLE ET ACCOMPAGNER LA TRANSITION NUMÉRIQUE

- Renforcer la coopération numérique entre l'Union européenne et les pays partenaires en facilitant le dialogue pour développer des initiatives conjointes;
- Favoriser la digitalisation des services publics sur l'ensemble du territoire, optimiser les procédures entre les différentes administrations et simplifier les démarches administratives pour la population;
- Diriger l'engagement des secteurs privé et financier vers la relance verte et l'économie circulaire afin de faire émerger des éco-entreprises inclusives en établissant par exemple un cadre politique réglementaire de la finance durable;
- Réformer les finances publiques pour inclure la budgétisation verte et l'émission d'obligations souveraines vertes dans les pratiques.



Renforcement du multilatéralisme par l'appui aux institutions de coopération régionale

Expertise France participe à renforcer le multilatéralisme au sein de l'espace Indopacifique, en encourageant la coopération régionale et interrégionale afin de favoriser l'émergence et la poursuite de dialogues constructifs et apaisés entre les pays de cette vaste zone. Promouvoir l'expertise et les bonnes pratiques européennes au sein de ces institutions permet également de tendre vers une convergence des normes et pratiques institutionnelles, qui soient respectueuses de l'environnement et des droits humains. Expertise France appuie ainsi les institutions de coopération régionale au travers de projets, tels que le projet d'appui à l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA), le projet CRIMARIO, dont bénéficient, entre autres,

la Commission de l'océan Indien (COI) et le Forum des Îles du Pacifique (FIP), ou encore des projets en lien avec l'ASEAN (AQIP, SSWM...).

De plus, Expertise France déploie des Experts Techniques Internationaux auprès de différentes organisations multilatérales : un expert placé auprès de l'ASEAN dans le cadre du partenariat de développement entre la France et l'ASEAN, un conseiller technique pour la régulation économique internationale auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, un conseiller « climat et transition verte » auprès du directeur général de la Commission de l'Union africaine, entre autres missions d'expertise dans la région.

Renforcer la sécurité et la sûreté maritime et portuaire (Axe 1)

Contribuer à la réduction des risques de catastrophes et atténuer les effets du changement climatique (Axe 2)

MULTI PAYS ASIE (CORÉE DU SUD (RÉPUBLIQUE DE), INDE, INDONÉSIE, JAPON, MALAISIE, PHILIPPINES, THAÏLANDE, VIET NAM)

ESIWA

UE – 5 M€

ESIWA est le programme phare de l'UE en Indopacifique en matière de sécurité et défense. L'objectif central du projet, en ligne avec la stratégie Indopacifique de l'UE, est de promouvoir dans ce vaste espace, l'Europe comme acteur pertinent sur les questions de sécurité et défense.

ENSEMBLE DES PAYS DE L'INDOPACIFIQUE

CRIMARIO

UE – 7,5 M€

Crimario II appuie les partenaires et organisations de l'UE dans la région Indopacifique dans la gestion de leurs espaces maritimes en encourageant la coopération intersectorielle, interinstitutionnelle et transrégionale dans les domaines de la sécurité et de la sûreté maritimes.

THAÏLANDE, CAMBODGE, VIETNAM, PHILIPPINES, SRI LANKA, INDONÉSIE, MALAISIE, BANGLADESH

GLOBAL PORT SAFETY

UE – 6,72 M€

Le projet GPS vise à renforcer au niveau régional les capacités de prévention et de gestion des accidents liés aux matières dangereuses dans les ports (12 ports, 8 pays) par des activités de formations, de sensibilisation aux standards internationaux et à la décarbonation, et l'achat d'équipements.

KENYA

GO BLUE

UE – 5 M€

Le projet Go Blue Component III a pour vocation de renforcer la gouvernance et les capacités opérationnelles des acteurs kenyans en charge de la sécurité maritime, ainsi que la collaboration de l'ensemble de ces acteurs entre eux, en vue de promouvoir un environnement favorable au développement de l'économie bleue au Kenya.

CORNE DE L'AFRIQUE (KENYA, DJIBOUTI, SOMALIE)

INITIATIVE FOR DIGITAL GOVERNANCE AND CYBERSECURITY (IDGC)

UE – 3,5 M€

Ce programme vise à soutenir les partenaires dans l'amélioration de leur prestation de services numériques à travers le renforcement et la sécurisation des canaux de distribution.

BASÉ À MAURICE POUR TOUS LES PAYS DE L'Océan Indien + OUTRE-MER FR

PROJET D'APPUI À L'ASSOCIATION DES ÉTATS RIVERAINS DE L'Océan Indien - PHASE 2

AFD – 3 M€

Expertise France appuie l'IOIRA dans la mise en œuvre des lignes directrices sur l'assistance humanitaire et secours en cas de catastrophe mais aussi le développement d'un mécanisme pour renforcer la coopération et l'interopérabilité afin d'accroître l'efficacité de l'aide.

GREEN OVERSEAS

UE – 17,8 M€

Accompagner la transition énergétique et améliorer la résilience des PTOM au changement climatique.

MULTIPAYS AFRIQUE (KENYA, TANZANIE, SEYCHELLES)

BIOCAP-ECA - RENFORCER LA SÉCURITÉ ET SÛRETÉ BIOLOGIQUES

UE/FPI – 3,5 M€

BIOCAP-ECA vise à appuyer 11 pays d'Afrique de l'est et d'Afrique centrale à améliorer les capacités de détection et de réduction des risques liés aux matières/agents biologiques et des risques liés aux installations ou aux sites.

PHILIPPINES



un conseiller sécurité maritime auprès de la direction de la Maritime Industry Authority du Department Of Transportation.

DJIBOUTI



Un expert auprès de l'Observatoire Régional de l'Afrique de l'Est sur les changements globaux

PHILIPPINES

DREALL - AMÉLIORER LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS LOCALES PHILIPPINES.

AFD – 4 M€

Le projet DREALL vise à renforcer le Département de l'intérieur et des collectivités locales (DILG) pour améliorer la réduction des risques de catastrophes (RRC) au niveau des collectivités locales philippines.

PAYS DE L'ASEAN

AQIP - AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR EN ASIE DU SUD-EST

AFD – 2,5 M€

AQIP est conçu pour soutenir les États membres de l'ASEAN dans leurs efforts pour développer des politiques publiques globales visant à améliorer la qualité de l'air aux niveaux national et régional, par la sensibilisation à ces questions, une meilleure surveillance de la qualité de l'air ou encore par le renforcement des capacités locales.

VANUATU



Un expert déployé auprès du Bureau national de gestion des catastrophes (NDMO - National Disaster Management Office)

Préserver la biodiversité et soutenir la gestion durable des océans (Axe 3)

ASEAN

SUSTAINABLE SHIP WASTE MANAGEMENT - AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT MARIN EN ASIE DU SUD-EST

AFD - 0,5 M€

Ce projet vise à accompagner les États membres de l'ASEAN dans la mise en place d'une stratégie régionale de gestion des déchets de navires et dans sa déclinaison opérationnelle aux échelles nationales.

COMORES

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PACTE VERT ET BLEU

UE - 2 M€

Cette assistance technique s'inscrit dans le cadre du Pacte Vert et Bleu impulsé par l'Union européenne, dont l'objectif est de renforcer la résilience environnementale et alimentaire des îles aux Comores.

COMORES, MADAGASCAR, MAYOTTE, LA RÉUNION, SEYCHELLES

VARUNA - AGIR ENSEMBLE POUR LA BIODIVERSITÉ DANS L'OcéAN INDIEN

AFD - 10 M€

Programme pilote et innovant, VARUNA vise à freiner l'érosion de la biodiversité des îles du sud-ouest de l'océan Indien au bénéfice des habitants de la région.

MULTIPAYS

(15 PAYS DONT : MOZAMBIQUE, KENYA, MADAGASCAR, FIDJI, VIETNAM)

BIODEV 2030 PHASE II

- Favoriser l'adoption de pratiques productives conciliant biodiversité et développement

AFD - 10 M€

Le projet BIODEV2030 expérimente depuis 2020 une méthode de mainstreaming de la biodiversité, basée sur la science et le dialogue multi-acteurs.

MAURICE

Un ETI Conseiller régional dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles auprès de la Commission de l'Océan Indien.



MULTI PAYS ASIE

(CHINE, INDONÉSIE, JAPON, PHILIPPINES, SINGAPOUR, THAÏLANDE, VIETNAM)

RETHINKING PLASTICS - L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE COMME SOLUTION À LA POLLUTION MARINE

UE - 2 M€

Le projet Rethinking Plastics avait pour objectif d'appuyer la transition vers une économie circulaire et la réduction des déchets plastiques et marins dans sept pays d'Asie de l'est et du sud-est, à travers des actions de renforcement de capacités, d'échanges de bonnes pratiques et le financement des projets pilotes.

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER FRANÇAIS ET BRITANNIQUES

GREEN OVERSEAS - ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES PTOM AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

UE - 17,8 M€

Le Programme vise à contribuer au développement durable, résilient et inclusif des pays et territoires d'outre-mer européens et britanniques, tant à l'échelle nationale/territoriale (facilité GO) qu'à l'échelle régionale/interrégionale (communautés GO), en appuyant notamment les partenaires dans leur transition énergétique.

PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE

COMPOSANTE NATIONALE DU PROGRAMME « FORESTERIE - CHANGEMENT CLIMATIQUE - BIODIVERSITÉ »

UE - 33,5 M€

Le programme vise à soutenir le gouvernement de la PNG à mettre en œuvre ses priorités en matière de protection des écosystèmes forestiers et de croissance verte, durable et inclusive.

Développer une finance durable et accompagner la transition numérique (Axe 4)

MULTIPAYS

DIGITAL KNOWLEDGE HUB IN SUPPORT OF SPACE AND EARTH OBSERVATION

UE – 1 M€

Le projet vise à promouvoir une transformation numérique équitable, inclusive, respectueuse de l'égalité des sexes et de l'environnement dans le monde entier, en tirant parti des technologies de l'espace et de l'observation de la Terre.

SRI LANKA

GREEN RECOVERY FACILITY

- Contribuer à une relance et une transition vertes inclusives au Sri Lanka »
UE/DG INTPA – 5 M€

Le dispositif de dialogue sur la politique verte vise à soutenir le ministère de l'Environnement et le ministère des Finances du Sri Lanka dans l'instauration d'un dialogue politique inclusif et dans la sensibilisation à la reprise économique verte et à la transition du pays.

CAMBODGE

GREEN PFM - Mettre en œuvre la réforme des finances publiques incluant les dimensions environnementales et climatiques au Cambodge

AFD – 0,8 M€

Le projet vise à renforcer les capacités du ministère de l'économie et des finances dans la poursuite et l'approfondissement de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois des finances (LOLF) et l'inclusion de critères environnementaux et climatiques dans l'analyse des dépenses.

UN ETI CONSEILLER Entrepreneuriat et Innovation numérique auprès du ministère des Postes et Télécommunications

INDE

UN EXPERT CONSEILLER ÉCONOMIE BLEUE AUPRÈS DU NATIONAL INSTITUTE OF OCEAN TECHNOLOGY

Digital for Development (D4D) Hub - Branche Asie-Pacifique

UE – 1,3 M€

Le Digital for Development (D4D) Hub est une plateforme stratégique qui vise à renforcer la coopération numérique entre l'Union européenne et ses États membres, ainsi que leurs pays partenaires à travers le monde.

DIGITAL FOR DEVELOPMENT (D4D)

Hub - Branche - Asie-Pacifique
UE – 1,3 M€

Le Digital for Development (D4D) Hub est une plateforme stratégique qui vise à renforcer la coopération numérique entre l'Union européenne et ses États membres, ainsi que leurs pays partenaires à travers le monde.

CORÉE DU SUD

UN EXPERT INTERNATIONAL en structuration financière auprès du Fonds vert pour le climat.

VIETNAM

TRANSFORMATION DE L'ADMINISTRATION AU VIETNAM

MEAE – 0,6 M€

Le projet aspire à favoriser la digitalisation des démarches numériques sur l'ensemble du territoire vietnamien en accompagnant le déploiement du centre d'information et de pilotage du gouvernement vietnamien, en soutenant l'optimisation des relations et des procédures entre les administrations vietnamiennes, et en contribuant à la simplification administrative pour les usagers des services publics.

PHILIPPINES

EU – PH PARTNERSHIP FOR GREEN ECONOMY : GREEN BUSINESS, INFRASTRUCTURE, AND FINANCE

UE – 11 M€

Les actions menées par Expertise France dans le cadre du Green Economy Program in the Philippines (GEPP) consistent à renforcer l'engagement des secteurs privé et financier dans l'économie circulaire et la réduction des déchets à travers l'émergence d'éco-entreprises sociales et inclusives sur le plan du genre, l'engagement du secteur privé dans la gestion des déchets municipaux, ainsi que le soutien au secteur financier pour l'allocation de financements axés sur l'économie circulaire et l'accélération des start-up innovantes à fort potentiel de croissance.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Pour un monde en commun.



© Fado Haaji

Août 2024



Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org

EXPERTISE FRANCE

 expertisefrance.fr

Design LUCIOLE